

Avortement : faut-il encore attendre ?

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 26 janvier 2007

Même à supposer que le chiffre de 15 000 participants à la Marche pour la vie, dimanche, ait été quelque peu surestimé, ce fut quand même une superbe réussite. Une réussite autour de demandes claires et sans exclusion d'aucune des composantes de la nébuleuse pro-vie : « Des élus pour la vie », « Des lois pour la vie », « 30 ans ça suffit ». Les trente ans en question visant explicitement la loi Veil qui a permis la mise à mort de plus de 6 millions de petites victimes.

Il y a ce langage-là, et puis il y a le choix plus « politique » qui consiste à demander de meilleures mesures d'accueil à la vie afin de, premièrement, sauver des vies et deuxièmement, changer assez les mentalités pour pouvoir enfin abroger la loi qui autorise « l'IVG ». (Mais qui en outre le rembourse, et le protège, et en fait un droit alors que les défenseurs de la vie sont menacés d'une loi d'exception qui ne vise qu'eux : la loi Neiertz.)

Le refus de Christine Boutin de venir à la Marche pour la vie (à l'inverse d'élus FN et de cadres du MPF, présents) tant qu'elle ne rassemblerait pas 80 000 personnes se situe dans cette logique. Les organisateurs assurent que la fondatrice du Forum des républicains sociaux, promue conseillère de Sarkozy, a en outre tordu le nez lorsqu'on lui a refusé de lire un message de sa part lors de la Marche, où les hommes politiques étaient les bienvenus mais ne prenaient pas la parole.

Pourquoi n'étions-nous pas 80 000, seuil à partir duquel Mme Boutin aurait commencé à y croire ? N'est-ce pas parce que depuis des années, on nous répète qu'il est politiquement impossible de mettre en avant certaines réalités à propos de l'avortement ? Il y a un tabou, il est clair et net : on peut parler tant qu'on veut de créer des conditions favorables à l'accueil des enfants, mais dire qu'avorter est un crime, qu'avorter c'est tuer, est jugé politiquement suicidaire. Et si c'était cette absence de vérité qui plombait nos combats ?

Ne mésestimons pas, à cet égard, la chape de plomb que font peser les médias sur cette information. Mais force est de constater que nombre de candidats, dont nous ne mettons pas en doute l'opposition à l'avortement à titre personnel, ne veulent parler publiquement que de « drame », de « tragédie » et de la souffrance des femmes ayant avorté. Certes, il faut souligner ces choses-là ; mais voyezvous, trente ans après, ce langage « compassionnel » n'a pas fait avancer les choses d'un iota sur le plan du droit. Oui, le combat juridique sera long et ne se fera, probablement, que par étapes. Mais même pour cela il faudra bien faire sauter le verrou du politiquement correct.

Le Portugal est appelé aux urnes le 11 février pour un référendum sur la libéralisation de

l'avortement. La campagne bat son plein et elle ne s'encombre d'aucun tabou. On y parle de crime, du refus de financer par l'impôt la mise à mort des innocents ; des médecins font visionner des films sur le développement foetal ; et l'Eglise a clairement pris position, multipliant les campagnes d'information où l'on parle certes de l'indispensable soutien aux mères mais où revient le 5e commandement : tu ne tueras pas.

Parce qu'un Etat qui organise la suppression de ses propres enfants est l'auteur de sa propre déchéance : comment le croire capable d'oeuvrer pour la justice ?

Cet article de Jeanne Smits a été publié dans [Présent](#) daté du 27 Janvier 2007.